

# RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

## AU 31 JANVIER 2023

28 avril 2023

### Note au lecteur

Le Rapport mensuel des opérations financières fournit un aperçu des résultats financiers mensuels du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement<sup>(1)</sup>.

Le Rapport mensuel des opérations financières au 28 février 2023 sera publié le 26 mai 2023.

### Faits saillants de janvier 2023

Au 31 janvier 2023, soit pour les 10 premiers mois de l'exercice 2022-2023, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affichait un déficit de 2,4 milliards de dollars. Cela représente une diminution de 5,1 milliards de dollars par rapport au solde budgétaire observé l'année précédente à pareille date.

Ce résultat provient :

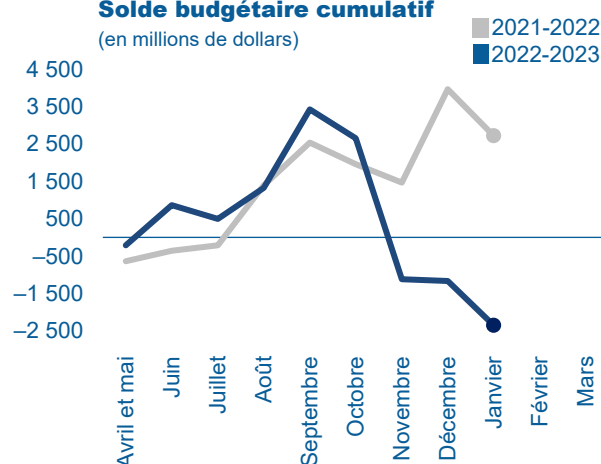
- de revenus de 118,1 milliards de dollars;
- de dépenses de 117,9 milliards de dollars;
- de versements de 2,6 milliards de dollars au Fonds des générations.

Selon les données présentées dans le *Plan budgétaire du Québec – Mars 2023*, un déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars est prévu pour l'ensemble de l'année financière, avant utilisation de la réserve de stabilisation (voir annexe 1).

- Ce déficit inclut de nouvelles initiatives de 6,6 milliards de dollars annoncées depuis mars 2022, dont la mise en place du Bouclier anti-inflation et la baisse des deux premiers taux d'imposition des particuliers de 1 point de pourcentage.

### Solde budgétaire cumulatif

(en millions de dollars)



### SOMMAIRE DES DONNÉES CONSOLIDÉES

(données non auditées, en millions de dollars)

	Janvier			Avril à janvier			
	2022	2023	Variation	2021-2022	2022-2023	Variation	Variation (%)
Revenus autonomes	8 467	9 311	844	87 921	94 614	6 693	7,6
Transferts fédéraux	2 498	2 266	-232	23 577	23 497	-80	-0,3
<b>Total des revenus</b>	<b>10 965</b>	<b>11 577</b>	<b>612</b>	<b>111 498</b>	<b>118 111</b>	<b>6 613</b>	<b>5,9</b>
Dépenses de portefeuilles	-11 285	-11 701	-416	-98 870	-109 341	-10 471	10,6
Service de la dette	-662	-806	-144	-7 083	-8 562	-1 479	20,9
<b>Total des dépenses</b>	<b>-11 947</b>	<b>-12 507</b>	<b>-560</b>	<b>-105 953</b>	<b>-117 903</b>	<b>-11 950</b>	<b>11,3</b>
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(2)</sup></b>	<b>-982</b>	<b>-930</b>	<b>52</b>	<b>5 545</b>	<b>208</b>	<b>-5 337</b>	<b>—</b>
<b>LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>							
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-272	-263	9	-2 819	-2 572	247	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION</b>	<b>-1 254</b>	<b>-1 193</b>	<b>61</b>	<b>2 726</b>	<b>-2 364</b>	<b>-5 090</b>	<b>—</b>

## REVENUS

### Revenus autonomes

Au 31 janvier 2023, les revenus autonomes totalisaient 94,6 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 6,7 milliards de dollars (7,6 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

- L'évolution des principaux indicateurs économiques a eu un effet positif sur les revenus autonomes.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 5,1 milliards de dollars (7,3 %), pour atteindre 74,9 milliards de dollars, en raison de la hausse :

- de 2,3 milliards de dollars (7,1 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers** et de 503 millions de dollars (8,3 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable principalement à la croissance des salaires et traitements;
- de 753 millions de dollars (8,3 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, due notamment à l'évolution favorable de l'excédent d'exploitation net des sociétés;
- de 1,5 milliard de dollars (7,1 %) des **taxes à la consommation**, due à la hausse de la consommation des ménages, elle-même soutenue par la bonne tenue du marché du travail et par l'utilisation de l'épargne accumulée.

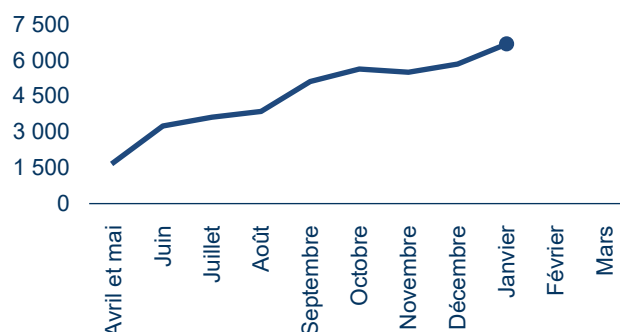
Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 884 millions de dollars (6,5 %), pour atteindre 14,4 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse des **revenus divers** de 885 millions de dollars (9,9 %), attribuable principalement à l'augmentation des revenus de vente de biens et services et des revenus d'intérêts sur les créances fiscales administrées par l'Agence du revenu du Québec, cette dernière augmentation étant compensée en partie par la diminution des revenus de placement du Fonds des générations.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont augmenté de 727 millions de dollars (15,9 %), pour s'établir à 5,3 milliards de dollars. Cette variation est notamment attribuable à la hausse de la valeur des exportations d'électricité constatée par Hydro-Québec et à un retour à la normale des activités de Loto-Québec, alors que, durant la même période de l'année précédente, la société n'avait pas repris l'ensemble de ses activités en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie. Cette hausse a été atténuée par la diminution des résultats d'Investissement Québec liée aux résultats défavorables des marchés financiers d'avril 2022 à janvier 2023.

### Variation cumulative des revenus autonomes

(en millions de dollars)



## REVENUS AUTONOMES

(données non auditées, en millions de dollars)

	Janvier			Avril à janvier			
	2022	2023	Variation	2021-2022	2022-2023	Variation	Variation (%)
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>							
Impôt sur le revenu des particuliers	2 898	3 259	361	32 606	34 909	2 303	7,1
Cotisations pour les services de santé	591	646	55	6 061	6 564	503	8,3
Impôts des sociétés	842	861	19	9 107	9 860	753	8,3
Impôt foncier scolaire	96	94	-2	898	924	26	2,9
<b>Taxes à la consommation</b>	1 888	1 787	-101	21 151	22 648	1 497	7,1
<b>Revenus fiscaux</b>	<b>6 315</b>	<b>6 647</b>	<b>332</b>	<b>69 823</b>	<b>74 905</b>	<b>5 082</b>	<b>7,3</b>
Droits et permis	398	359	-39	4 597	4 596	-1	-0,0
Revenus divers	859	972	113	8 924	9 809	885	9,9
<b>Autres revenus autonomes</b>	<b>1 257</b>	<b>1 331</b>	<b>74</b>	<b>13 521</b>	<b>14 405</b>	<b>884</b>	<b>6,5</b>
<b>Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement</b>	<b>7 572</b>	<b>7 978</b>	<b>406</b>	<b>83 344</b>	<b>89 310</b>	<b>5 966</b>	<b>7,2</b>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	895	1 333	438	4 577	5 304	727	15,9
<b>TOTAL</b>	<b>8 467</b>	<b>9 311</b>	<b>844</b>	<b>87 921</b>	<b>94 614</b>	<b>6 693</b>	<b>7,6</b>

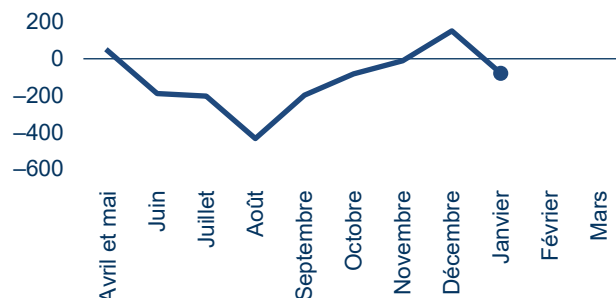
## Transferts fédéraux

Au 31 janvier 2023, les transferts fédéraux totalisaient 23,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une baisse de 80 millions de dollars (0,3 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation est notamment attribuable à :

- la baisse des revenus provenant des **transferts pour la santé** de 770 millions de dollars (11,5 %), découlant de la diminution du transfert supplémentaire en matière de santé relatif à la COVID-19 par rapport à l'année précédente;
- la hausse des revenus provenant de la **péréquation** de 456 millions de dollars (4,2 %), en raison de la croissance du PIB nominal canadien, qui détermine le rythme de croissance de l'enveloppe de péréquation à l'échelle canadienne.

### Variation cumulative des transferts fédéraux

(en millions de dollars)



## TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(données non auditées, en millions de dollars)

	Janvier			Avril à janvier			
	2022	2023	Variation	2021-2022	2022-2023	Variation	Variation (%)
Péréquation	1 093	1 138	45	10 932	11 388	456	4,2
Transferts pour la santé	670	435	-235	6 707	5 937	-770	-11,5
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	130	18	-112	1 308	1 079	-229	-17,5
Autres programmes	605	675	70	4 630	5 093	463	10,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 498</b>	<b>2 266</b>	<b>-232</b>	<b>23 577</b>	<b>23 497</b>	<b>-80</b>	<b>-0,3</b>

## DÉPENSES

Au 31 janvier 2023, les dépenses totalisaient 117,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 12,0 milliards de dollars (11,3 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (4,7 %), pour atteindre 48,1 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation en décembre de la bonification du montant pour le soutien des aînés, ainsi qu'à l'indexation des échelles salariales du personnel des établissements de santé et de services sociaux.

Les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (11,0 %), pour atteindre 15,4 milliards de dollars. Cette hausse est notamment attribuable à l'indexation des échelles salariales ainsi qu'à l'augmentation du nombre d'élèves dans les établissements scolaires.

Les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 781 millions de dollars (11,0 %), pour atteindre 7,9 milliards de dollars. Cette hausse découle notamment de l'augmentation des dépenses des établissements d'enseignement collégial et universitaire.

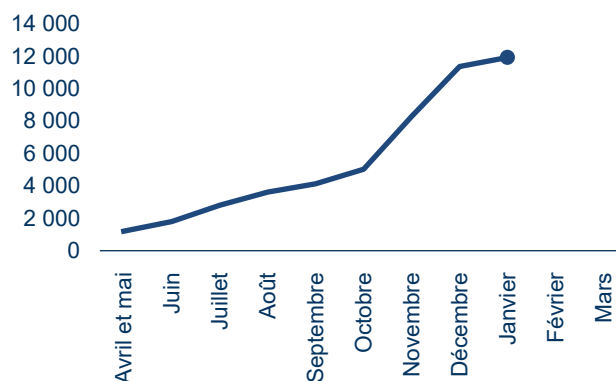
Les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (18,9 %), pour atteindre 37,9 milliards de dollars, en raison notamment de :

- l'augmentation de 3,3 milliards de dollars des dépenses du portefeuille Emploi et Solidarité sociale, laquelle s'explique principalement par la comptabilisation en novembre du nouveau montant ponctuel pour le coût de la vie, qui totalise 3,5 milliards de dollars;
- la hausse de 854 millions de dollars des dépenses du portefeuille Affaires municipales et Habitation, entre autres attribuable à des subventions pour favoriser l'accès à un logement de qualité et abordable et pour rénover le parc d'habitations à loyer modique;
- l'augmentation de 565 millions de dollars des dépenses du portefeuille Transports et Mobilité durable, qui s'explique notamment par l'aide financière octroyée aux sociétés de transport dans le cadre du Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes, ainsi que par l'augmentation des dépenses liées aux activités d'entretien du réseau routier;
- l'augmentation de 339 millions de dollars des dépenses du portefeuille Famille, qui résulte notamment de la hausse des subventions découlant de l'Entente portant sur les clauses nationales des centres de la petite enfance et de l'Allocation famille.

Les dépenses du service de la dette ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (20,9 %), pour s'établir à 8,6 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt.

### Variation cumulative des dépenses

(en millions de dollars)



## DÉPENSES CONSOLIDÉES

(données non auditées, en millions de dollars)

	Janvier			Avril à janvier			
	2022 <sup>(3)</sup>	2023	Variation	2021-2022 <sup>(3)</sup>	2022-2023	Variation	Variation (%)
Santé et Services sociaux <sup>(4)</sup>	5 275	4 764	-511	45 958	48 100	2 142	4,7
Éducation <sup>(4)</sup>	1 632	1 713	81	13 876	15 396	1 520	11,0
Enseignement supérieur <sup>(4)</sup>	867	984	117	7 121	7 902	781	11,0
Autres portefeuilles <sup>(4)</sup>	3 511	4 240	729	31 915	37 943	6 028	18,9
<b>Dépenses de portefeuilles</b>	<b>11 285</b>	<b>11 701</b>	<b>416</b>	<b>98 870</b>	<b>109 341</b>	<b>10 471</b>	<b>10,6</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>662</b>	<b>806</b>	<b>144</b>	<b>7 083</b>	<b>8 562</b>	<b>1 479</b>	<b>20,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 947</b>	<b>12 507</b>	<b>560</b>	<b>105 953</b>	<b>117 903</b>	<b>11 950</b>	<b>11,3</b>

## SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

### Composition des surplus ou des besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus (besoins) financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes. Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Pour la période d'avril 2022 à janvier 2023, les besoins financiers nets atteignent 10,9 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le surplus de 208 millions de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 4,6 milliards de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement<sup>(5)</sup>;
- les besoins financiers de 3,5 milliards de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 7,5 milliards de dollars compensés en partie par les dépenses d'amortissement de 4,0 milliards de dollars<sup>(5)</sup>;
- les besoins financiers de 2,4 milliards de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l'État de 5,7 milliards de dollars compensé en partie par le coût net des régimes de 3,3 milliards de dollars<sup>(5)</sup>;
- les surplus financiers de 2,1 milliards de dollars provenant des autres comptes<sup>(6)</sup>;
- les besoins financiers de 2,6 milliards de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

## SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à janvier	
	2021-2022	2022-2023
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(2)</sup></b>	<b>5 545</b>	<b>208</b>
<b>Opérations non budgétaires</b>		
Placements, prêts et avances	-9 099	-4 628
Immobilisations	-3 588	-3 541
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-2 497	-2 437
Autres comptes <sup>(6)</sup>	5 619	2 076
Versements au Fonds des générations	-2 819	-2 572
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	<b>-12 384</b>	<b>-11 102</b>
<b>SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS</b>	<b>-6 839</b>	<b>-10 894</b>

## ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE EN 2022-2023

Les résultats au 31 janvier 2023, soit pour les 10 premiers mois de l'exercice financier, affichent un déficit budgétaire de 2,4 milliards de dollars.

Selon les données présentées dans le *Plan budgétaire du Québec – Mars 2023*, un déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars est attendu pour l'ensemble de l'année 2022-2023, avant utilisation de la réserve de stabilisation. Plusieurs facteurs auront un impact à la baisse sur le solde budgétaire d'ici le 31 mars 2023 :

- l'accélération du rythme de resserrement de la politique monétaire et l'augmentation du coût de la vie continueront d'entraîner une détérioration marquée des perspectives économiques :
  - la croissance du PIB nominal, qui était de 9,4 % pour la période d'avril à décembre 2022, passera à 3,7 % au premier trimestre de 2023. Ainsi, la croissance des revenus autonomes ralentira pour atteindre 5,7 % au 31 mars 2023,
  - le ralentissement des revenus, combiné aux dépenses et aux versements des revenus consacrés au Fonds des générations prévus d'ici le 31 mars 2023, aura pour effet de détériorer le solde budgétaire de 1,5 milliard de dollars;
- un montant de 1,2 milliard de dollars découlant des nouvelles initiatives annoncées dans la mise à jour de l'automne 2022 et le budget de mars 2023 reste à être comptabilisé, notamment celles pour améliorer le revenu disponible des Québécois et pour favoriser l'abordabilité des logements.

L'utilisation de la réserve de stabilisation réduit le déficit budgétaire en 2022-2023 à 4,6 milliards de dollars.

### ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE POUR 2022-2023

(en millions de dollars)

	2022-2023
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION – RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES AU 31 JANVIER 2023</b>	<b>-2 364</b>
<b>RÉSULTATS À VENIR DE FÉVRIER À MARS 2023</b>	
<b>Résultats excluant les nouvelles initiatives</b>	
Revenus consolidés	27 411
Dépenses consolidées	-28 132
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-779
<b>Sous-total</b>	<b>-1 500</b>
<b>Solde des initiatives annoncées depuis mars 2022 à comptabiliser</b>	<b>-1 157</b>
<b>TOTAL À VENIR</b>	<b>-2 657</b>
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION – BUDGET DE MARS 2023</b>	<b>-5 021</b>
Utilisation de la réserve de stabilisation	449
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE PRÉVU<sup>(7)</sup> – BUDGET DE MARS 2023</b>	<b>-4 572</b>

## ANNEXE 1 : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES – ÉVOLUTION DEPUIS LE BUDGET DE MARS 2022

### PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	Budget de mars 2022 <sup>(8)</sup>	Révisions	Budget de mars 2023 <sup>(9)</sup>	Variation (%) <sup>(10)</sup>
<b>REVENUS</b>				
Impôt sur le revenu et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	41 147	1 523	42 670	4,3
Cotisations pour les services de santé	7 299	542	7 841	5,9
Impôts des sociétés	10 882	2 381	13 263	2,6
Impôt foncier scolaire	1 178	-66	1 112	3,3
Taxes à la consommation	26 706	-158	26 548	7,9
<b>Revenus fiscaux</b>	<b>87 212</b>	<b>4 222</b>	<b>91 434</b>	<b>5,2</b>
Droits et permis	5 171	810	5 981	-1,3
Revenus divers	11 680	104	11 784	10,1
<b>Autres revenus autonomes</b>	<b>16 851</b>	<b>914</b>	<b>17 765</b>	<b>6,0</b>
<b>Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement</b>	<b>104 063</b>	<b>5 136</b>	<b>109 199</b>	<b>5,3</b>
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	5 628	1 046	6 674	12,0
<b>Total des revenus autonomes</b>	<b>109 691</b>	<b>6 182</b>	<b>115 873</b>	<b>5,7</b>
Transferts fédéraux	28 790	436	29 226	0,1
<b>Total des revenus</b>	<b>138 481</b>	<b>6 618</b>	<b>145 099</b>	<b>4,5</b>
<b>DÉPENSES</b>				
Santé et Services sociaux <sup>(4)</sup>	-54 441	-3 668	-58 109	2,7
Éducation <sup>(4)</sup>	-18 659	-405	-19 064	10,1
Enseignement supérieur <sup>(4)</sup>	-9 905	-76	-9 981	14,2
Autres portefeuilles <sup>(4)</sup>	-47 139	-2 423	-49 562	10,8
<b>Dépenses de portefeuilles</b>	<b>-130 144</b>	<b>-6 572</b>	<b>-136 716</b>	<b>7,4</b>
Service de la dette	-8 842	-1 211	-10 053	16,4
<b>Total des dépenses</b>	<b>-138 986</b>	<b>-7 783</b>	<b>-146 769</b>	<b>7,9</b>
Provision pour éventualités	-2 500	2 500	—	—
<b>SURPLUS (DÉFICIT)<sup>(3)</sup></b>	<b>-3 005</b>	<b>1 335</b>	<b>-1 670</b>	<b>—</b>
<b>LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>				
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 445	94	-3 351	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION</b>	<b>-6 450</b>	<b>1 429</b>	<b>-5 021</b>	<b>—</b>
Utilisation de la réserve de stabilisation	—	449	449	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE<sup>(7)</sup></b>	<b>-6 450</b>	<b>1 878</b>	<b>-4 572</b>	<b>—</b>

## Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document [Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État](#).

## Notes

- (1) Un sommaire des principales conventions comptables du gouvernement peut être consulté aux pages 78 à 83 du volume 1 des [Comptes publics 2021-2022](#). Les incidences des normes comptables suivantes, édictées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et en vigueur à compter de l'année financière 2022-2023, seront prises en considération dans les comptes publics au 31 mars 2023 : SP 3450 – Instruments financiers (ainsi que SP 1201 – Présentation des états financiers, SP 3041 – Placements de portefeuille et SP 2601 – Conversion des devises) et SP 3280 – Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
- (2) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.
- (3) Certaines dépenses ont été reclassées entre les portefeuilles pour qu'elles soient conformes à la présentation adoptée en 2022-2023.
- (4) Les ajustements de consolidation, qui résultent principalement de l'élimination des transactions réciproques entre les entités de différents portefeuilles, sont répartis entre chaque portefeuille.
- (5) Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) budgétaire du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
- (6) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.
- (7) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
- (8) Les données de cette colonne sont conformes à celles du cadre financier publié dans le [Plan budgétaire du Québec – Mars 2022](#), à l'exception de certaines dépenses qui ont été reclassées entre les portefeuilles pour les rendre comparables à la présentation adoptée dans le budget de mars 2023.
- (9) Les données de cette colonne sont conformes à celles du cadre financier publié dans le [Plan budgétaire du Québec – Mars 2023](#).
- (10) Il s'agit de la variation annuelle par rapport aux résultats de 2021-2022.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, au 418 528-7382.

Le présent rapport est également publié sur le site Web du ministère des Finances : [www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca).